

Benaming	Nr. ECB	Type
SPARAXIS	452116307	Type 3
SPINVENTURE	465001172	Type 3
START UP	460291031	Type 3
START-UP INVEST	440028325	Type 3
Terre et Foyer	402436568	Type 3
Tous Propriétaires	401731339	Type 3
TRIAGE-LAVOIR DU CENTRE	480753576	Type 3
UDIL.GE	544978266	Type 3
WALLIMAGE	472062970	Type 3
WALLIMAGE COPRODUCTIONS	473372272	Type 3
WALLIMAGE ENTREPRISES	865277018	Type 3
WALLONIE - BRUXELLES tourisme	888366085	Type 3
WALLONIE PICARDE - CAPITAL A RISQUE	809506372	Type 3
Wallonie-Bruxelles International	810888623	Type 1
WESPAVIA	471925091	Type 3
WSL	466071439	Type 3

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.
Namen, 17 december 2015.

De Minister-President,
P. MAGNETTE

De Minister van Openbare Werken, Gezondheid, Sociale Actie en Erfgoed,
M. PREVOT

De Minister van Economie, Industrie, Innovatie en Digitale Technologieën,
J.-C. MARCOURT

De Minister van de Plaatselijke Besturen, de Stad, Huisvesting en Energie,
P. FURLAN

De Minister van Leefmilieu, Ruimtelijke Ordening, Mobiliteit en Vervoer, Luchthavens en Dierenwelzijn,
C. DI ANTONIO

De Minister van Tewerkstelling en Vorming,
Mevr. E. TILLIEUX

De Minister van Begroting, Ambtenarenzaken en Administratieve Vereenvoudiging,
C. LACROIX

De Minister van Landbouw, Natuur, Landelijke Aangelegenheden, Toerisme en Sportinfrastructuur,
afgevaardigde voor de Vertegenwoordiging bij de Grote Regio,
R. COLLIN

Nota

(1) *Zitting 2015-2016.*

Stukken van het Waals Parlement, (2006-2007), nrs. 1 tot 4.

Volledig verslag, plenaire vergadering van 17 december 2015.

Bespreking.

Stemming.

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[2015/205976]

17 DECEMBRE 2015. — Arrêté du Gouvernement wallon octroyant une aide exceptionnelle et temporaire aux agriculteurs producteurs de lait, de viande bovine et de porcs de reproduction

Le Gouvernement wallon,

Vu le Règlement délégué (UE) n° 2015/1853 de la Commission du 15 octobre 2015 arrêtant des mesures exceptionnelles de soutien temporaire en faveur des agriculteurs dans les secteurs de l'élevage;

Vu le Règlement (UE) n° 1306/2013 du Parlement et du Conseil du 17 décembre 2013 relatif au financement, à la gestion et au suivi de la politique agricole commune et abrogeant les Règlements (CEE) n° 352/78, (CE) n° 165/94, (CE) n° 2799/98, (CE) n° 814/2000, (CE) n° 1200/2005 et n° 485/2008 du Conseil;

Vu le Code wallon de l'Agriculture, les articles D.4, D.242 et D.243;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 26 novembre 2015;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 3 décembre 2015;

Vu la concertation entre les Gouvernements régionaux et l'autorité fédérale, intervenue le 3 décembre 2015;

Vu le rapport du 3 décembre 2015 établi conformément à l'article 3, 2°, du décret du 11 avril 2014 visant à la mise en œuvre des résolutions de la Conférence des Nations unies sur les femmes à Pékin de septembre 1995 et intégrant la dimension du genre dans l'ensemble des politiques régionales;

Vu l'urgence;

Considérant que les produits laitiers et viandoux sont confrontés à des perturbations du marché en raison d'un fort déséquilibre offre-demande;

Considérant qu'en conséquence, les prix du lait cru et de la viande dans l'Union ont encore diminué et que cette pression à la baisse devrait se poursuivre, pour atteindre des niveaux insoutenables pour de nombreux agriculteurs qui éprouvent des difficultés de trésorerie;

Considérant qu'en outre, les prix ont atteint des niveaux exceptionnellement bas, en-dessous de la moyenne des cinq dernières années;

Considérant qu'il y a lieu de soutenir les producteurs wallons de lait et de viande;

Sur la proposition du Ministre de l'Agriculture;

Après délibération,

Arrête :

CHAPITRE I^{er}. — Définition

Article 1^{er}. Pour l'application du présent arrêté, l'on entend par :

1° le Code : le Code wallon de l'Agriculture;

2° le Ministre : le Ministre de l'Agriculture;

3° le titulaire : le titulaire au sens de l'article 1^{er}, 6°, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 17 décembre 2015 relatif à l'identification au système intégré de gestion et de contrôle, à l'attribution d'un numéro d'agriculteur, modifiant l'arrêté du Gouvernement wallon du 12 février 2015 exécutant le régime des paiements directs en faveur des agriculteurs et modifiant l'arrêté du Gouvernement wallon du 7 mai 2015 octroyant un soutien couplé aux agriculteurs pour les bovins femelles viandoux, les vaches mixtes, les vaches laitières et les brebis.

Art. 2. Le présent arrêté vise à apporter un soutien ciblé aux agriculteurs producteurs de lait, de viande bovine et de porcs de reproduction dans le respect du Règlement délégué (UE) n° 2015/1853 de la Commission du 15 octobre 2015 arrêtant des mesures exceptionnelles de soutien temporaire en faveur des agriculteurs dans les secteurs de l'élevage.

CHAPITRE II. — La demande d'aide

Art. 3. L'organisme payeur octroie l'aide sur la base des données et des documents dont il dispose.

Par dérogation à l'alinéa 1^{er}, lorsque l'organisme payeur ne dispose pas des données ou des documents lui permettant d'octroyer l'aide aux agriculteurs concernés, il envoie une demande d'information aux agriculteurs par tout moyen conférant une date certaine à l'envoi au sens des articles D.15 et D.16 du Code. Les agriculteurs répondent dans les trente jours à dater de la réception de la demande d'information; à défaut, l'organisme payeur octroie l'aide uniquement sur la base des données dont il dispose.

CHAPITRE III. — Conditions de l'octroi de l'aide

Section 1^{re}. — Disposition commune

Art. 4. Une demande d'aide est recevable si, cumulativement, l'agriculteur :

1° est identifié auprès de l'organisme payeur dans le cadre du système intégré de gestion et de contrôle, conformément aux articles D.20 et D.22 du Code;

2° détient une unité de production sur le territoire de la Région wallonne;

3° est agriculteur actif au sens de l'article 9 du Règlement n° 1307/2013 du Parlement européen et du Conseil du 17 décembre 2013 établissant les règles relatives aux paiements directs en faveur des agriculteurs au titre des régimes de soutien relevant de la politique agricole commune et abrogeant le Règlement (CE) n° 637/2008 du Conseil et le Règlement (CE) n° 73/2009 du Conseil et des articles 10 à 12 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 12 février 2015 exécutant le régime des paiements directs en faveur des agriculteurs;

4° répond aux conditions énoncées dans l'une des sections 2 à 4;

5° n'a pas reçu une aide de crise d'une autre Région ou d'un autre Etat membre.

Section 2. — Aide aux agriculteurs producteurs de lait

Art. 5. Un agriculteur producteur de lait, sur la base de la quantité de référence individuelle annuelle telle que calculée par l'organisme payeur au 31 mars 2015 sur la base de l'arrêté du Gouvernement du 9 septembre 2004 relatif à l'application du prélèvement dans le secteur du lait et des produits laitiers, reçoit une aide calculée conformément aux articles 9 et 10.

Art. 6. Un jeune agriculteur producteur laitier reçoit une aide calculée conformément aux articles 9 et 10 en complément de l'article 5, lorsque l'un des titulaires des personnes morales, des associations ou des sociétés sans personnalité juridique, cumulativement :

1° est âgé de moins de quarante ans au premier octobre 2015;

2° s'est installé pour la première fois en tant qu'agriculteur à titre principal après le premier janvier 2005.

Section 3. — Aide aux agriculteurs producteurs de viande bovine

Art. 7. Un agriculteur détenant des bovins viandoux en 2015 et qui n'a pas vendu ou cédé la totalité de ses quotas "vaches allaitantes" après le premier janvier 2012 reçoit une aide calculée conformément aux articles 9 et 10.

Le nombre d'animaux admissibles à l'aide est le nombre de quotas "vaches allaitantes" pour lequel une aide a été payée en 2014 auquel est soustrait le nombre d'animaux référence 2015 pour le type racial viandoux au sens de l'article 9 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 7 mai 2015 octroyant un soutien couplé aux agriculteurs pour les bovins femelles viandoux, les vaches mixtes, les vaches laitières et les brebis.

L'aide visée à l'alinéa 1^{er} est octroyée pour un maximum de cent bovins admissibles à l'aide.

Section 4. — Aide aux agriculteurs producteurs de porcs de reproduction

Art. 8. Un agriculteur détenant des porcs de reproduction visés à l'article 2, 14^o, de l'arrêté royal du 1^{er} juillet 2014 établissant un système d'identification et d'enregistrement des porcs et relatif aux conditions d'autorisation pour les exploitations de porcs, du cheptel présent dans son exploitation en 2015, reçoit une aide aux porcins, calculée conformément aux articles 9 et 10.

L'aide aux porcins est octroyée pour un minimum de cinq porcs de reproduction admissibles par agriculteur et pour un maximum de cinq cents porcs de reproduction admissibles par agriculteur.

CHAPITRE 4. — Paiement de l'aide

Art. 9. Le montant unitaire de l'aide est obtenu en divisant le budget figurant en annexe par le nombre d'animaux admissibles à l'aide ou le nombre de litres de lait donnant droit à l'aide.

Art. 10. Le montant perçu par l'agriculteur est obtenu en multipliant le montant unitaire de l'aide par le nombre d'animaux de son exploitation admissibles à l'aide.

Art. 11. L'organisme payeur liquide les aides prévues au chapitre III pour le 30 juin 2016.

CHAPITRE V. — Clause de contournement et disposition pénale

Art. 12. Aucune des aides prévues par le présent arrêté n'est accordée en faveur des agriculteurs qui ont créé artificiellement les conditions requises en vue de l'obtention de ces aides, en contradiction avec les objectifs visés par le présent arrêté.

Art. 13. Les infractions aux dispositions du présent arrêté sont recherchées, constatées et punies conformément au titre 13 du Code.

CHAPITRE VI. — Disposition finale

Art. 14. Le Ministre de l'Agriculture est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 17 décembre 2015.

Le Ministre-Président,
P. MAGNETTE

Le Ministre de l'Agriculture, de la Nature, de la Ruralité, du Tourisme et des Infrastructures sportives,
délégué à la Représentation à la Grande Région,
R. COLLIN

ANNEXE. — Budget exprimé en millier d'euros

	Mesure Porc	Lait	Jeunes laitiers	Viande bovine
Budget total			9630	
Budget total pour la mesure	320	3 372	1 983	3 955
Budget Région/EU pour la mesure	160	1 686	991	1 977
Pourcentage du budget	0,03	0,35	0,21	0,41

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement wallon du 17 décembre 2015 octroyant une aide exceptionnelle et temporaire aux agriculteurs producteurs de lait, de viande bovine et de porcs de reproduction.

Namur, le 17 décembre 2015.

Le Ministre-Président,
P. MAGNETTE

Le Ministre de l'Agriculture, de la Nature, de la Ruralité, du Tourisme et des Infrastructures sportives,
délégué à la Représentation à la Grande Région,
R. COLLIN

ÜBERSETZUNG

ÖFFENTLICHER DIENST DER WALLONIE

[2015/205976]

17. DEZEMBER 2015 — Erlass der Wallonischen Regierung zur Gewährung einer vorübergehenden Sonderbeihilfe zugunsten der Erzeuger von Milch, Rindfleisch und Zuchtschweinen

Die Wallonische Regierung,

Aufgrund der delegierten Verordnung (EU) Nr. 2015/1853 der Kommission vom 15. Oktober 2015 über eine befristete Sonderbeihilfe für Erzeuger der Tierhaltungssektoren;

Aufgrund der Verordnung (EG) Nr. 1306/2013 des Parlaments und des Rates vom 17. Dezember 2013 über die Finanzierung, die Verwaltung und das Kontrollsystem der Gemeinsamen Agrarpolitik und zur Aufhebung der Verordnungen (EWG) Nr. 352/78, (EG) Nr. 165/94, (EG) Nr. 2799/98, (EG) Nr. 814/2000, (EG) Nr. 1200/2005 und (EG) Nr. 485/2008 des Rates;

Aufgrund des wallonischen Gesetzbuches über die Landwirtschaft, Artikel D.4, D.242 und D.243;

Aufgrund des am 26. November 2015 abgegebenen Gutachtens des Finanzinspektors;

Aufgrund des am 3. Dezember 2015 abgegebenen Gutachtens des Ministers für Haushalt;

Aufgrund der am 3. Dezember stattgefundenen Konzertierung zwischen den Regionalregierungen und der Föderalbehörde;

Aufgrund des in Übereinstimmung mit Artikel 3 Ziffer 2 des Dekrets vom 11. April 2014 zur Umsetzung der Resolutionen der im September 1995 in Peking organisierten Weltfrauenkonferenz der Vereinten Nationen und zur Integration des Gender Mainstreaming in allen regionalen politischen Vorhaben aufgestellten Berichts vom 3. Dezember 2015;

Aufgrund der Dringlichkeit;

In der Erwägung, dass die Milch- und Fleischerzeugnisse mit Marktstörungen konfrontiert werden, da ein starkes Ungleichgewicht zwischen Angebot und Nachfrage besteht;

In der Erwägung, dass die Preise für Rohmilch und Fleisch in der Union folglich noch weiter gefallen sind, und dass dieser Abwärtsdruck voraussichtlich andauern wird, um ein Ausmaß zu erreichen, dass für zahlreiche Landwirte, die sich in finanziellen Schwierigkeiten befinden, untragbar ist;

In der Erwägung, dass die Preise zudem ein außergewöhnlich niedriges Niveau erreicht haben, dass unter dem Durchschnitt der fünf letzten Jahre liegt;

In der Erwägung, dass die wallonischen Milch- und Fleischerzeuger zu unterstützen sind;

Auf Vorschlag des Ministers für Landwirtschaft;

Nach Beratung,

Beschließt:

KAPITEL I — *Begriffsbestimmung*

Artikel 1 - Zur Anwendung des vorliegenden Erlasses gelten folgende Definitionen:

1° das Gesetzbuch: das wallonische Gesetzbuch über die Landwirtschaft;

2° der Minister: der Minister für Landwirtschaft;

3° der Inhaber: der Inhaber im Sinne von Artikel 1 Ziffer 6 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 17. Dezember 2015 über die Identifizierung im integrierten Verwaltungs- und Kontrollsystems (InVeKoS), über die Erteilung einer landwirtschaftlichen Betriebsnummer, zur Abänderung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 12. Februar 2015 zur Ausführung der Direktzahlungsregelung zugunsten der Landwirte und zur Abänderung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 7. Mai 2015 zur Gewährung einer gekoppelten Stützung zugunsten der Landwirte für die weiblichen Rinder des Fleischtyps, des Mischtyps und des Milchtyps sowie der Mutterschafe.

Art. 2 - Der vorliegende Erlass zielt darauf ab, den Landwirten, die Milch, Rindfleisch und Zuchtschweine erzeugen, unter Beachtung der Bestimmungen der delegierten Verordnung (EU) Nr. 2015/1853 der Kommission vom 15. Oktober 2015 über eine befristete Sonderbeihilfe für Erzeuger der Tierhaltungssektoren eine gezielte Unterstützung zu gewähren.

KAPITEL II — *Der Beihilfeantrag*

Art. 3 - Die Zahlstelle gewährt die Beihilfe auf der Grundlage der Angaben und Dokumente, über die sie verfügt.

Falls die Zahlstelle nicht über die Angaben oder Dokumente verfügt, die ihr ermöglichen, den betreffenden Landwirten die Beihilfe zu gewähren, fordert sie in Abweichung von Absatz 1 bei den Landwirten durch jedes Mittel, das der Einsendung laut Artikel D.15 und D.16 des Gesetzbuches ein sicheres Datum verleiht, zusätzliche Informationen an. Die Landwirte antworten innerhalb von dreißig Tagen ab dem Eingang der Anforderung von Informationen; bleibt diese Antwort aus, gewährt die Zahlstelle die Beihilfe ausschließlich auf der Grundlage der Angaben, über die sie verfügt.

KAPITEL III — *Bedingungen für die Gewährung der Beihilfe Abschnitt 1 - Gemeinsame Bestimmung*

Art. 4 - Der Beihilfeantrag ist zulässig, wenn der Landwirt folgende Bedingungen gleichzeitig erfüllt:

1° gemäß den Bestimmungen der Artikel D.20 und D.22 des Gesetzbuches im Rahmen des integrierten Verwaltungs- und Kontrollsystems (InVeKoS) bei der Zahlstelle identifiziert sein;

2° eine Produktionseinheit auf dem Gebiet der wallonischen Region besitzen;

3° aktiver Landwirt sein im Sinne von Artikel 9 der Verordnung Nr. 1307/2013 des Europäischen Parlaments und des Rates vom 17. Dezember 2013 mit Vorschriften über Direktzahlungen an Inhaber landwirtschaftlicher Betriebe im Rahmen von Stützungsregelungen der Gemeinsamen Agrarpolitik und zur Aufhebung der Verordnung (EG) Nr. 637/2008 des Rates und der Verordnung (EG) Nr. 73/2009 des Rates und im Sinne der Artikel 10 bis 12 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 12. Februar 2015 zur Ausführung der Direktzahlungsregelung zugunsten der Landwirte;

4° die in einer der Abschnitte 2 bis 4 angeführten Bedingungen erfüllen;

5° er hat keine Krisenhilfe einer anderen Region oder eines anderen Mitgliedstaates erhalten.

Abschnitt 2 — Beihilfen für Landwirte, die Milch erzeugen

Art. 5 - Ein Landwirt, der auf der Grundlage der von der Zahlstelle auf Jahresbasis berechneten einzelbetrieblichen Referenzmenge gemäß dem Erlass der Wallonischen Regierung vom 9. September 2004 über die Anwendung der Erhebung im Sektor Milch und Milcherzeugnisse am 31. März 2015 als Milcherzeuger betrachtet wird, erhält eine Beihilfe, die auf der Grundlage der Artikel 9 und 10 berechnet wird.

Art. 6 - Ein Junglandwirt, der Milcherzeuger ist, erhält zusätzlich zu der in Artikel 5 erwähnten Beihilfe eine Beihilfe, die auf der Grundlage der Artikel 9 und 10 berechnet wird, falls einer der Inhaber der juristischen Personen, der Vereinigungen oder der Gesellschaften ohne Rechtspersönlichkeit gleichzeitig:

1° am 1. Oktober 2015 das Alter von vierzig Jahren nicht erreicht hat;

2° sich nach dem ersten Januar 2005 zum ersten Mal als hauptberuflicher Landwirt niedergelassen hat.

Abschnitt 3 — Beihilfen für Landwirte, die Rindfleisch erzeugen

Art. 7 - Ein Landwirt, der 2015 Rinder des Fleischtyps hält und seine gesamten Quoten "Mutterkühe" nach dem ersten Januar 2012 nicht verkauft oder abgetreten hat, erhält eine Beihilfe, die auf der Grundlage der Artikel 9 und 10 berechnet wird.

Die Anzahl der im Rahmen der Beihilfen förderfähigen Tiere entspricht der Anzahl der Quoten "Mutterkühe", für die 2014 eine Beihilfe gezahlt worden ist, abzüglich der Anzahl Referenztiere 2015 für den Fleischtyp im Sinne von Artikel 9 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 7. Mai 2015 zur Gewährung einer gekoppelten Stützung zugunsten der Landwirte für die weiblichen Rinder des Fleischtyps, des Mischtyps und des Milchtyps sowie der Mutterschafe.

Die in Absatz 1 angeführte Beihilfe wird für maximal 100 förderfähige Rinder gewährt.

Abschnitt 4 — Beihilfen für Landwirte, die Zuchtschweine erzeugen

Art. 8. Ein Landwirt, der innerhalb des Tierbestands seines Betriebs im Jahre 2015 Zuchtschweine gemäß Artikel 2 Ziffer 14 des Königlichen Erlasses vom 1. Juli 2014 zur Einführung eines Systems zur Kennzeichnung und Registrierung von Schweinen und zur Festlegung der Bedingungen für die Zulassung von Schweinehaltungsbetrieben hält, erhält eine Beihilfe für Schweine, die auf der Grundlage der Artikel 9 und 10 berechnet wird.

Die Beihilfe für Schweine wird gewährt für eine Mindestanzahl von fünf förderfähigen Zuchtschweinen pro Landwirt und für eine Höchstanzahl von fünfhundert förderfähigen Zuchtschweinen pro Landwirt.

KAPITEL IV — Zahlung der Beihilfe

Art. 9 - Der Einheitsbetrag der Beihilfe wird erzielt, indem die im Anhang angeführten Haushaltsmittel durch die Anzahl förderfähiger Tiere geteilt werden, oder durch die Anzahl Liter Milch, die Anrecht auf die Beihilfe verleihen.

Art. 10 - Der von dem Landwirt bezogene Betrag wird errechnet, indem der Einheitsbetrag der Beihilfe mit der Anzahl der förderfähigen Tiere seines Betriebs multipliziert wird.

Art. 11 - Die Zahlstelle zahlt die in Kapitel III vorgesehenen Beihilfen bis am 30. Juni 2016 aus.

KAPITEL V — Umgehungsklausel und Strafbestimmungen

Art. 12 - Den Landwirten wird keine der in dem vorliegenden Erlass vorgesehenen Beihilfen gewährt, wenn festgestellt wird, dass sie die Voraussetzungen für den Erhalt dieser Beihilfen den Zielen dieses Erlasses zuwiderlaufend geschaffen haben.

Art. 13 - Verstöße gegen die Bestimmungen des vorliegenden Erlasses werden ermittelt, festgestellt, verfolgt und geahndet gemäß den Bestimmungen von Artikel 13 des Gesetzbuches.

KAPITEL VI — Schlussbestimmung

Art. 14 - Der Minister für Landwirtschaft wird mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Namur, den 17. Dezember 2015

Der Minister-Präsident

P. MAGNETTE

Der Minister für Landwirtschaft, Natur, ländliche Angelegenheiten, Tourismus und Sportinfrastrukturen,
und Vertreter bei der Großregion

R. COLLIN

ANHANG — Haushaltsmittel (in tausend EUR):

	Maßnahme Schweine	Milch	Junglandwirte Milch	Rindfleisch
Gesamte verfügbare Haushaltsmittel	9630			
Gesamte Haushaltsmittel für die Maßnahme	320	3372	1983	3955
Haushaltsmittel Region/EU für die Maßnahme	160	1686	991	1977
Prozentsatz der Haushaltsmittel	0,03	0,35	0,21	0,41

Gesehen, um dem Erlass der Wallonischen Regierung vom 17. Dezember 2015 zur Gewährung einer vorübergehenden Sonderbeihilfe zugunsten der Erzeuger von Milch, Rindfleisch und Zuchtschweinen beigefügt zu werden.

Namur, den 17. Dezember 2015

Der Minister-Präsident

P. MAGNETTE

Der Minister für Landwirtschaft, Natur, ländliche Angelegenheiten, Tourismus und Sportinfrastrukturen,
und Vertreter bei der Großregion

R. COLLIN

VERTALING

WAALSE OVERHEIDSDIENST

[2015/205976]

17 DECEMBER 2015. — Besluit van de Waalse Regering tot toekenning van een uitzonderlijke en tijdelijke steun aan de landbouwers, die melk, rundvlees en fokvarkens produceren

De Waalse Regering,

Gelet op gedelegeerde Verordening (EU) nr. 2015/1853 Commissie van 15 oktober 2015 tot vaststelling van tijdelijke buitengewone steun voor landbouwers in de veehouderijsectoren;

Gelet op Verordening (EU) nr. 1306/2013 van het Europees parlement en de Raad van 17 december 2013 inzake de financiering, het beheer en de monitoring van het gemeenschappelijk landbouwbeleid en tot intrekking van Verordeningen (EEG) nr. 352/78, (EG) nr. 165/94, (EG) nr. 2799/98, (EG) nr. 814/2000, (EG) nr. 1200/2005 en (EG) nr. 485/2008 van de Raad;

Gelet op het Waalse Landbouwwetboek, artikelen D.4, D.242, en D.243;

Gelet op het advies van de Inspecteur van Financiën, gegeven op 26 november 2015;

Gelet op de instemming van de Minister van Begroting, gegeven op 3 december 2015;

Gelet op het overleg tussen de Gewestregeringen en de federale overheid d.d. 3 december 2015;

Gelet op het rapport van 3 december 2015, opgemaakt overeenkomstig artikel 3, 2^o, van het decreet van 11 april 2014 houdende uitvoering van de resoluties van de Vrouwenconferentie van de Verenigde Naties die in september 1995 in Peking heeft plaatsgehad en tot integratie van de genderdimensie in het geheel van de gewestelijke beleidslijnen;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid;

Overwegende dat de zuivel- en vleesproducten blootgesteld zijn aan marktverstoringen wegens een hoge onevenwichtigheid aanbod-vraag;

Overwegende dat de prijzen van rauwe melk en vlees in de Unie bijgevolg nog verminderd zijn en dat die de neerwaartse druk nog zou moeten toenemen en voor talrijke landbouwers die thesauriemoeilijkheden ondervinden, onhoudbare niveaus zullen bereiken;

Overwegende dat de prijzen bovendien uitzonderlijk lage niveaus, onder het gemiddelde van de laatste vijf jaar, hebben bereikt;

Overwegende dat de Waalse producenten van melk en vlees ondersteund moeten worden;

Op de voordracht van de Minister van Landbouw;

Na beraadslaging,

Besluit :

HOOFDSTUK I. — *Begripsomschrijving*

Artikel 1. Voor de toepassing van dit besluit wordt verstaan onder :

1^o het Wetboek : het Waalse landbouwwetboek;

2^o de Minister : de Minister van Landbouw.

3^o de houder : De houder in de zin van artikel 1, 6^o, van het besluit van de Waalse Regering van 17 december 2015 betreffende de identificatie in het geïntegreerd beheers- en controlesysteem, de toekenning van een landbouwnummer tot wijziging van het besluit van de Waalse Regering van 12 februari 2015 tot uitvoering van het systeem van de rechtstreekse betalingen ten gunste van de landbouwers en tot wijziging van het besluit van de Waalse Regering van 7 mei 2015 tot toekenning van een gekoppelde steun aan de landbouwers voor vrouwelijke vleesrunderen, gemengde koeien, melkkoeien en schapen.

Art. 2. Dit besluit heeft als doel een gekoppelde steun toe te kennen aan de landbouwers die melk, rundvlees en fokvarkens produceren, met inachtneming van gedelegeerde Verordening (EU) nr. 2015/1853 Commissie van 15 oktober 2015 tot vaststelling van tijdelijke buitengewone steun voor landbouwers in de veehouderijsectoren.

HOOFDSTUK II. — *Steunaanvraag*

Art. 3. Het betaalorgaan kent de steun toe op grond van de gegevens en documenten waarover het beschikt.

In afwijking van het eerste lid stuurt bedoeld orgaan, wanneer het betaalorgaan niet over de gegevens of documenten beschikt waarmee het de steun aan de betrokken landbouwers kan toekennen, een informatieaanvraag aan de landbouwers door elk middel dat een vaste datum verleent in de zin van de artikelen D.15 en D.16 van het Wetboek. De landbouwers antwoorden binnen dertig dagen na ontvangst van de informatieaanvraag; bij gebrek daaraan kent het betaalorgaan de steun alleen op grond van de gegevens waarover het beschikt, toe.

HOOFDSTUK III. — *Toekenningsvoorwaarden van de steun*

Afdeling 1. — Gemeenschappelijke bepaling

Art. 4. Een steunaanvraag is ontvankelijk als de landbouwer op cumulatieve wijze de volgende voorwaarden vervult :

1^o geïdentificeerd zijn bij het betaalorgaan in het kader van het geïntegreerd beheers- en controlesysteem, overeenkomstig de artikelen D.20 en D.22 van het Wetboek;

2^o over een productie-eenheid op het grondgebied van het Waalse Gewest beschikken;

3^o een actieve landbouwer zijn in de zin van artikel 9 van Verordening (EU) nr.1307/2013 van het Europees Parlement en van de Raad van 17 december 2013 tot vaststelling van voorschriften voor rechtstreekse betalingen aan landbouwers in het kader van de steunregelingen van het gemeenschappelijk landbouwbeleid en tot intrekking van Verordening (EG) nr. 637/2008 van de Raad en Verordening (EG) nr. 73/2009 van de Raad en van de artikelen 10 tot 12 van het besluit van de Waalse Regering van 12 februari 2015 tot uitvoering van het systeem van de rechtstreekse betalingen ten gunste van de landbouwers;

4^o de voorwaarden bedoeld in één van de afdelingen 2 tot 4 vervullen;

5^o geen crisissteun gekregen hebben van een ander gewest of een andere lidstaat.

Afdeling 2. — Steun aan de landbouwers die melk produceren

Art. 5. Een landbouwer die melk produceert, ontvangt, op grond van de jaarlijkse individuele referentiehoeveelheid zoals berekend door het betaalorgaan op 31 maart 2015 op grond van het besluit van de Waalse Regering van 9 september 2004 betreffende de toepassing van de heffing in de sector melk en zuivelproducten, een steun die overeenkomstig de artikelen 9 en 10 berekend wordt.

Art. 6. Een jonge landbouwer die melk produceert, ontvangt ter aanvulling van artikel 5 een steun die overeenkomstig de artikelen 9 en 10 berekend wordt, wanneer één van de houders, van de rechtspersonen, van de verenigingen of van de vennootschappen zonder rechtspersoonlijkheid op cumulatieve wijze :

1^o op 1 oktober 2015 nog geen 40 jaar oud is;

2^o zich voor de eerste keer als landbouwer in hoofdberoep na 1 januari 2005 gevestigd heeft.

Afdeling 3. — Steun aan de landbouwers die vlees produceren

Art. 7. Een landbouwer die vleesrunderen in 2015 heeft en die het geheel van zijn quota melkkoeien na 1 januari 2012, 2013 of 2014 niet heeft verkocht of afgestaan, ontvangt een steun berekend overeenkomstig de artikelen 9 en 10.

Het aantal steungerechtigde dieren is het aantal quota melkkoeien waarvoor een steun in 2014 is betaald, waarvan het aantal referentiedieren 2015 voor het vleestype in de zin van artikel 9 van het besluit van de Waalse Regering van 7 mei 2015 tot toekenning van een gekoppelde steun aan de landbouwers voor vrouwelijke vleesrunderen, gemengde koeien, melkkoeien en schapen wordt afgetrokken.

De in het eerste lid bedoelde steun wordt toegekend voor een maximum van 100 steungerechtigde runderen.

Afdeling 4. — Steun aan de landbouwers die fokvarkens produceren

Art. 8. Een landbouwer die fokvarkens die zijn bedoeld in artikel 2, 14 °, van het koninklijk besluit van 1 juli 2014 tot vaststelling van een identificatie- en registratieregeling voor varkens en tot vaststelling van de toelatingsvoorwaarden voor varkensbedrijven en die behoren tot het beslag aanwezig in zijn bedrijf, bezit, krijgt een steun voor de varkens die overeenkomstig de artikelen 9 en 10 berekend wordt.

De steun voor de varkens wordt voor een minimum van vijf steungerechtigde fokvarkens per landbouwer en voor een maximum van vijfhonderd steungerechtigde fokvarkens per landbouwer toegekend.

HOOFDSTUK 4. — Uitbetaling van de steun

Art. 9. Het eenheidsbedrag van de steun wordt bekomen door de begroting opgenomen in de bijlage te delen door het aantal steungerechtigde dieren of door het aantal melkliters waarvoor een steun kan worden verleend.

Art. 10. Het bedrag geïnd door de landbouwer wordt bekomen door het eenheidsbedrag van de steun te vermenigvuldigen met het aantal steungerechtigde dieren van zijn bedrijf.

Art. 11. Het betaalorgaan betaalt de steun bedoeld in hoofdstuk III voor 30 juni 2016 uit.

HOOFDSTUK V. — Omzeilingsclausule en strafrechtelijke bepaling

Art. 12. Er wordt geen van de steunbedragen waarin dit besluit voorziet, toegekend aan landbouwers die kunstmatig de voorwaarden hebben gecreëerd om voor dergelijke steunbedragen in aanmerking te komen die niet in overeenstemming zijn met de doelstellingen van dit besluit.

Art. 13. De overtredingen van de bepalingen van dit besluit worden opgespoord, vastgesteld en gestraft overeenkomstig titel 13 van het Wetboek.

HOOFDSTUK VI. — Slotbepaling

Art. 14. De Minister van Landbouw is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 17 december 2015.

De Minister-President,
P. MAGNETTE

De Minister van Landbouw, Natuur, Landelijke Aangelegenheden, Toerisme en Sportinfrastructuur,
afgevaardigde voor de Vertegenwoordiging bij de Grote Regio,
R. COLLIN

BIJLAGE. — Begroting uitgedrukt in duizend euro

	Maatregel Varken	Melk	Jonge melkproducenten	Rundvlees
Totale begroting			9630	
Totale begroting voor de maatregel	320	3 372	1 983	3 955
Begroting Gewest/UE voor de maatregel	160	1 686	991	1 977
Percentage van de begroting	0,03	0,35	0,21	0,41

Gezien om te worden gevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van 17 december 2015 tot toekenning van een uitzonderlijke en tijdelijke steun aan de landbouwers, die melk, rundvlees en fokvarkens produceren.

Namen, 17 december 2015.

De Minister-President,
P. MAGNETTE

De Minister van Landbouw, Natuur, Landelijke Aangelegenheden, Toerisme en Sportinfrastructuur,
afgevaardigde voor de Vertegenwoordiging bij de Grote Regio,

R. COLLIN